

Logement. La politique sociale municipale épinglée par l'opposition.

40% des Marseillais ignorés par la Ville

■ « Plus de 60% des Marseillais pourraient prétendre à un logement social, et 40% en ont effectivement besoin », estime Jean Marc Coppola (PCF), en référence aux chiffres Insee. La politique du logement de Jean-Claude Gaudin a été mise à l'index par l'opposition à l'occasion des votes de nouvelles conventions Anru (Agence nationale de rénovation urbaine).

La Solidarité (15e ardt) et la Zus Centre Nord (1er, 2e, 3e et 6e ards) apparaissent désormais au rang des programmes dont la Ville bénéficie. Une bonne chose, mais qui ne résout en rien le manque criant de logements. Et le maire a beau se targuer de construire « 5 000 logements par an dont 1 500 sociaux », c'est encore à Marseille qu'on trouve « l'écart le plus grand entre demandes de logement et production de logements sociaux », relève Joël Dutto. Jean Marc Coppola invite alors : « Ne faudrait-il pas se saisir de l'annonce récente de moyens supplémentaires pour le logement social à hauteur de 140 millions d'euros ciblés sur les régions Ile-de-France, Paca et Rhône Alpes ?

Ce qui ferait 4 000 logements à Marseille, de quoi permettre de satisfaire des besoins et d'augmenter nos bases fiscales bien utiles. »

Si les sites élus Anru par l'État sont ainsi réhabilités et réaménagés, ils changent aussi de composition sociale. En effet, pour favoriser la mixité, on détruit du social pour laisser place à l'accession sociale à la propriété. « Il n'y a pas que l'hébergement d'urgence, ne démonte pas Arlette Fructus (UMP), il y a aussi des gens qui

C'est dans les 15/16 qu'on fait le plus d'accession à la propriété. » Loger tout le monde, Samia Ghali (PS) en convient, « du retraité à l'étudiant », et souhaite « une table ronde entre Ville et Communauté urbaine pour savoir ce qu'on veut et le faire en concertation ».

Autre bât qui blesse : concerter. A Malpassé, le maire de secteur a bien mis des Cica en place, « mais vous aviez promis de faire circuler les informations, reproche Félix Weygand (PS) à Valérie Boyer (UMP), ce centre de ressources n'existe toujours pas ».

MYRIAM GUILLAUME